Elections Législatives - Scrutin du 21 mars 1993 Ille-et-Vilaine - 3^e Circonscription - Montfort-sur-Meu

OUI, IL EXISTE UNE ISSUE A LA CRISE QUE TRAVERSE LE PAYS!

Le gouvernement ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent, alors qu'il a dépensé 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak, qu'il a versé 150 milliards de francs aux spéculateurs pour soi-disant « défendre le franç », qu'il a exonéré les capitalistes de 35 milliards de charges sociales entre 1986 et 1991.

Non, les 3 millions de chômeurs officiels, les 5 millions de travailleurs précaires, les milliers d'hémophiles contaminés, le « partage du travail » - partage du chômage, le saccage de la protection sociale et du logement social, la faillite de centaines de milliers d'exploitants agricoles, l'asphyxie des communes ne sont pas une fatalité. Pas plus que les 1045 nouveaux licenciements programmés en Ille-et-Vilaine depuis le début de l'année, les 47 fermetures de classes prévues, les hausses de loyers H.L.M. allant jusqu'à 50 % à Rennes.

C'est le résultat du viol du mandat de 1981 par Mitterrand et la majorité P.S.-P.C.F. C'est le résultat de leur « réconciliation avec l'entreprise et le patronat ».

L'issue viendra de l'union de tous ceux qui sont menacés et frappés par les plans de licenciements et de privatisation, par la désertification rurale ; de tous ceux qui refusent que la planète soit entraînée dans le chaos éçonomique, les guerres, la misère, la destruction de la civilisation au nom du « nouvel ordre mondial ».

Les grèves et les manifestations qui se multiplient sont la preuve que la volonté existe pour réaliser l'unité.

IL NE PEUT RIEN SORTIR DE BON DE CES ELECTIONS

La Constitution anti-démocratique de la Ve République réduit le Parlement à n'être qu'une chambre d'enregistrement des mesures, lois, décrets anti-ouvriers et anti-populaires dictés par le grand capital.

L'ISSUE RÉSIDE DANS L'UNITÉ

L'unité pour résister aux plans et « réformes » du gouvernement et du grand capital.

L'unité pour instaurer la démocratie, ouvrir la voie à la constitution d'un gouvernement qui abrogera les institutions de la Ve République, un gouvernement émanation de la volonté du peuple, dont la légitimité sera fondée sur les décisions d'une Assemblée Constituante souveraine :

— Confiscation des milliards distribués aux spéculateurs pour financer un plan de relance de l'économie, assurer à tous le droit au travail contre la précarisation généralisée, pour garantir la protec-

tion sociale et relancer la consommation par l'augmentation des salaires.

— Respect du principe laïque « Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée » ; restitution des 40 milliards octroyés à l'école privée pour empêcher les suppressions de classes et d'écoles rurales programmées par J. LANG ; maintien de la formation professionnelle publique.

— Retrait de toutes les troupes françaises engagées au nom de « l'ingérence humanitaire » dans des opérations de guerre contre le droit des peuples et des minorités nationales à disposer d'eux-mêmes.

— Abrogation des mesures dictées par la C.E.E. et le GATT qui condamnent les agriculteurs à la disparition ; pour l'Europe des travailleurs et des peuples contre l'Europe de Maastricht.

Sur cette base, le Parti des Travailleurs a proposé la présentation de candidatures ouvrières uniques dans le but d'aider à la réalisation de l'unité, ce qui a pu se réaliser dans plusieurs circonscriptions. Il présente un candidat dans votre circonscription, avec 83 autres candidats dans toute la France.

Il vous appelle à vous grouper pour mener campagne pour l'unité, à vous organiser, à soutenir et participer au Rassemblement international contre les plans de privatisation-destruction du F.M.I. le 20 juin 1993 au Zénith à Paris.

Votez pour le candidat du Parti des Travailleurs

Bernard RÉTY, Professeur Suppléant : René MALLE, Educateur Spécialisé

Vu, les Candidats